

ce corps législatif qui fait aujourd'hui tous ses efforts pour souhaiter la bienvenue à Son Altesse le Prince de Galles. Nous occupons, je crois, une position élevée—et plusieurs d'entre nous seront encore plus élevés après ces trente jours—et c'eût été un acheminement dans une bonne direction que d'exprimer notre sympathie. Quand je retournerai chez moi et que je rencontrerai nos gens, je suis sûr qu'ils me diront: "Bien que seul, vous vous êtes du moins souvenu de nous; vous qui avez vécu avec nous et qui nous avez représentés pendant de longues années. vous n'avez pas failli au devoir qui vous incombait d'attirer l'attention du Sénat sur les paroles de consolation qui eussent pu être inscrites dans ses archives". Si celles-ci doivent servir à l'histoire, quelqu'un doit y inscrire le fait que le Sénat a exprimé toute sa sympathie, et qu'il a dit un bon mot pour ceux qui ont souffert.

Mais je ne suis pas ici pour faire des louanges, ou pour trouver les autres en défaut. J'ignore ce que contient ce document. Nous pourrions l'étudier bientôt. Mais l'on peut s'unir au proposeur de l'adresse et à celui qui l'a appuyé, ainsi qu'à l'honorable ministre dirigeant, pour offrir des félicitations au sujet de l'heureuse visite du Prince de Galles dans ce pays, de la façon dont le peuple l'a reçu, et de l'affabilité avec laquelle il a traité tout le monde, non selon le droit divin des rois, mais comme un homme traite ses compatriotes. Je puis en parler avec émotion. J'ai vu, en 1860, le Prince de Galles d'alors poser la pierre angulaire du Parlement. Je ne crois pas qu'un grand nombre d'honorables sénateurs aient assisté à cette cérémonie.

L'honorable M. CLORAN: J'y étais.

L'honorable M. DOMVILLE: C'est une circonstance que nous nous rappelons avec beaucoup de charme. L'on parle de la famille royale. Il y avait alors la grande Reine qui maintenait la paix dans le monde, et Edouard VII a été surnommé le pacificateur. J'ai une médaille qu'il me remit—une de ces médailles offertes à la Conférence de la paix, à Londres; mais je ne la porte pas avec un ruban et je ne veux pas parler de ce que j'ai pu faire là, que cela fût utile ou non. Cependant, j'ai eu l'honneur d'assister à cette conférence de Londres. Le Roi Edouard est mort, malheureusement. C'est le plus grand roi que j'aie vu, ou dont j'aie entendu parler. Il fit tous ses efforts pour maintenir la paix. Quant aux Hohenzollern, mon honorable ami (l'honorable M. Fowler) qui est allé au front, en connaît

plus que moi à leur sujet. J'en sais peu de choses, sinon qu'il y a dans les familles royales comme dans les autres, de bons et de mauvais sujets. Nous avons eu le plaisir de leur payer à tous des rentes considérables. La famille royale actuelle d'Angleterre s'est séparée des autres, et il y a maintenant une ligne de démarcation; elle s'appelle maintenant le Maison de Windsor. Nous en avons fini avec les Hohenzollern et les Hapsbourg. Heureusement que le souverain d'Angleterre, cherchant en Europe les parents de la famille royale, a trouvé la clef du problème de l'heure. Le bien de son pays lui était si cher qu'il a voulu briser avec eux, de sorte qu'il est aujourd'hui le roi de son peuple et que ce dernier le maintiendra sur le trône.

Nous parlons de réformes; nous en avons besoin et sur bien des choses. Une ère nouvelle s'ouvre. Ce qui était bon dans le passé ne nous convient plus aujourd'hui, et nous devrions tous, des deux côtés des deux Chambres, tâcher de nous unir et de former, d'une façon rationnelle, le quelque chose qui aidera à la paix future des nations; et ceux qui sont à la tête des affaires devraient donner l'exemple au monde. Accordons à nos grands hommes ce qui leur revient; érigeons-leur des monuments; ornons leurs tombeaux; ou faisons-leur d'autres honneurs; mais ayons du sens commun. J'abonde dans le sens exprimé par mon honorable ami (l'honorable M. Fowler) au sujet du gaspillage effréné. Je ne veux pas du tout attaquer le Gouvernement; mais le pays voudra savoir, demandera les détails de ces dépenses considérables, si elles étaient justifiées ou on, raisonnables ou déraisonnables.

Vous parlez de payer votre dette de deux milliards. Savez-vous combien cela représente par individu? Où allez-vous vous procurer l'argent? Aidez-vous le demander aux petits, tels que commis et fonctionnaires qui ont des familles? Non, ils sont incapables de payer. Ils ont autant droit à la pitié de notre part que les Alliés, ou toute autre nation. Je parle de pitié, parce qu'ils ne peuvent élever leurs enfants, supporter leurs familles, à moins que ne baisse le coût de la vie, et à moins qu'ils ne reçoivent un salaire raisonnable pour une journée d'ouvrage. Je suis loin de trouver coupables les employés qui demandent une augmentation de salaire. Ils ont droit de vivre et de voir leur situation prise en considération. Nous qui siégeons dans cette Chambre rouge remplie de lumière et d'ombres, nous ne gouvernons pas le pays; nous sommes les simples représentants du peuple, et celui-ci